

Centres de l' OCDE**Allemagne**

Berlin (49-30) 288 8353

Japon

Tokyo (81-3) 5532-0021

Mexique

Mexico (52-55) 5281 3810

Etats-Unis

Washington (1-202) 785 6323

ALLEMAGNE · AUSTRALIE · AUTRICHE · BELGIQUE · CANADA · CORÉE · DANEMARK · ESPAGNE · ETATS-UNIS · FINLANDE
FRANCE · GRECE · HONGRIE · IRLANDE · ISLANDE · ITALIE · JAPON · LUXEMBOURG · MEXIQUE · NORVEGE
NOUVELLE-ZELANDE · PAYS-BAS · POLOGNE · PORTUGAL · REPUBLIQUE SLOVAQUE · REPUBLIQUE TCHEQUE · ROYAUME-UNI · SUEDE · SUISSE · TURQUIE

PAC/COM/PUB(2006)15

Paris, le 16 juin 2006

L'OCDE préconise des politiques plus dynamiques en matière d'emploi et de revenus

Les pays de l'OCDE doivent amener un plus grand nombre de personnes vers l'emploi rémunéré s'ils veulent soutenir les niveaux de vie et maintenir les systèmes de protection sociale à flot. Pour cela, ils doivent abandonner les politiques qui découragent les gens de travailler et les entreprises d'embaucher, tout en redoublant d'efforts pour améliorer les qualifications des travailleurs.

Tel est le message qui se dégage de l'édition 2006 de la publication annuelle de l'OCDE, les *Perspectives de l'emploi*, ainsi que du rapport qui l'accompagne, publié sous le titre *Stimuler l'emploi et les revenus*.

De nombreuses personnes bénéficiaires de prestations sociales n'ont guère d'intérêt sur le plan financier, actuellement, à prendre un emploi, tandis que les personnes qui recherchent effectivement du travail voient souvent leurs chances d'accéder à un emploi entravées par des réglementations mal conçues, une aide insuffisante à la recherche d'emploi ou un manque de qualifications. Ceci freine la croissance économique et à la prospérité.

Ainsi que l'a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, « Faire en sorte que les gens qui souhaitent travailler accèdent à l'emploi est l'un des grands enjeux auxquels sont confrontés de nombreux gouvernements de l'OCDE. Les systèmes qui excluent les gens de l'emploi sont injustes et doivent être revus. »

« Ce qu'il faut c'est veiller à ce que les politiques économiques soient cohérentes avec les mesures destinées à stimuler l'emploi et les revenus et les renforcent. Nous sommes convaincus que les pays qui prendront des mesures inspirées de celles que nous préconisons bénéficieront d'un marché du travail plus solide et, surtout, enregistreront une amélioration de leur niveau de vie. »

Les deux rapports marquent l'aboutissement d'un exercice qui s'est déroulé sur deux ans d'évaluation des politiques de l'emploi menées dans les 30 pays membres de l'OCDE et de l'efficacité de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi lancée en 1994.

Les recommandations qui y sont formulées tiennent compte de ce qu'on a appris quant aux mesures qui donnent des résultats, ainsi que du nouveau contexte créé notamment par le vieillissement démographique et les conséquences de la mondialisation. Il n'y a aucun ensemble unique de politiques économiques qui puisse résoudre les problèmes d'emploi d'un pays : certains pays obtiennent de bons résultats en matière d'emploi en maintenant les prestations sociales à un niveau relativement bas et en appliquant des réglementations légères, mais cela au prix d'inégalités assez marquées dans les revenus ; d'autres pays obtiennent, de même, de bons résultats en matière d'emploi avec des prestations sociales généreuses et des mesures fortes d'activation des demandeurs d'emploi, mais moyennant un coût élevé en termes de dépenses publiques consacrées aux politiques du marché du travail.

Cependant, un certain nombre de conditions de base doivent impérativement être réunies. L'OCDE observe que les pays qui sont parvenus à stimuler l'emploi mettent tous l'accent sur la stabilité macroéconomique et la concurrence sur les marchés de produits. En outre, la plupart de ces pays conjuguent une aide intensive à la recherche d'emploi et des exigences strictes à l'égard des chômeurs pour qu'ils acceptent les emplois qui leur sont proposés.

JT03210537

OCDE Relations avec les médias

Demandes générales : Tél. (33) 1 45 24 97 00 - Fax. (33) 1 45 24 80 03/94 37 · **Recherche & documentation** : Tél. (33) 1 45 24 80 88/80 89
www.oecd.org/media · **Adresse électronique** : news.contact@oecd.org

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél. (33) 1 45 24 82 00 - Fax. (33) 1 45 24 85 00
www.oecd.org

Certains pays, note l'OCDE, ont introduit des réformes qui stimulent l'emploi sans pour autant réduire les prestations sociales, en accompagnant, par exemple, les prestations de mesures destinées à s'assurer que les allocataires recherchent du travail et soient financièrement incités à prendre un emploi. Les mesures comme les aides à la garde des enfants, destinées à faciliter l'articulation avec la vie de famille, peuvent aussi contribuer à stimuler l'emploi, surtout parmi les femmes qui élèvent des enfants.

S'appuyant sur ces exemples, l'OCDE engage les gouvernements à :

- définir des politiques macroéconomiques qui visent la stabilité des prix et l'équilibre des finances publiques, tout en évitant que les récessions ne conduisent à un recul permanent de l'emploi
- faire qu'il soit plus intéressant pour les gens de travailler que de continuer de percevoir des prestations
- assurer aux bénéficiaires de prestations des services de grande qualité, en particulier pour les accompagner dans leur recherche d'emploi, et suivre attentivement leurs démarches, tout en y associant des menaces de sanction sur les prestations
- adapter les réglementations et les politiques fiscales de manière à encourager les entreprises à étoffer leur effectif plutôt qu'à éviter les recrutements
- renforcer la concurrence sur les marchés de produits
- veiller à ce que les réglementations pour la protection de l'emploi ne jouent pas contre le dynamisme du marché du travail ou ne conduisent pas à des discriminations dans les décisions d'embauche et de licenciement
- offrir aux personnes d'âge actif les possibilités éducatives et de formation dont elles ont besoin pour accéder à l'emploi et améliorer leurs revenus

S'il est vrai que la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi, dans sa nouvelle formulation, explicite essentiellement les réformes à mettre en œuvre dans les pays riches, elle aborde aussi des thématiques qui intéressent les membres les plus récents de l'OCDE, par exemple les mesures à prendre pour faciliter la transition de l'emploi non déclaré à l'emploi formel.

L'OCDE observe que, parmi les tâches les plus ardues pour les gouvernements, il y a la difficulté d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique à certaines réformes indispensables et la difficulté de la mise en œuvre.

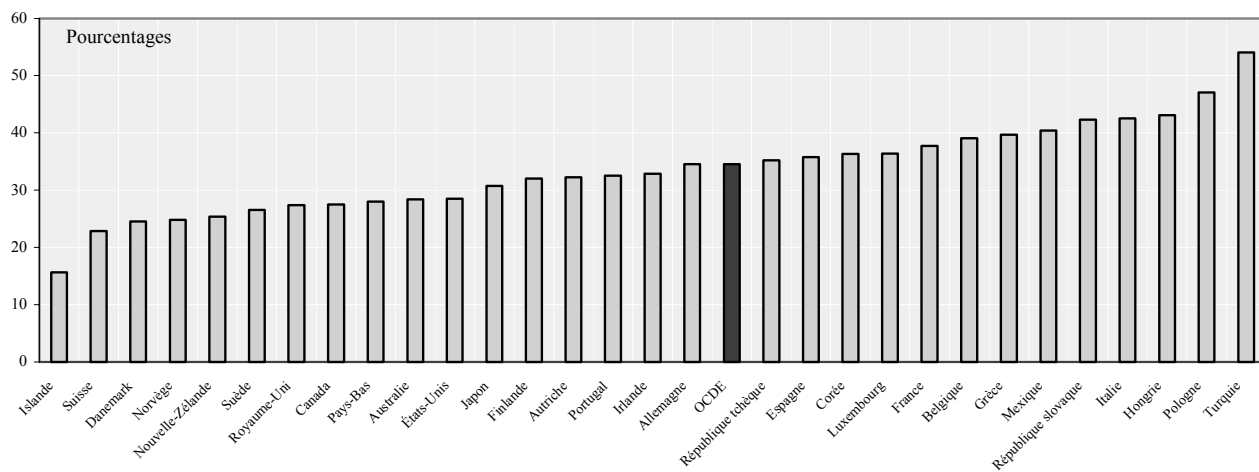
Mais ce ne doit pas être une excuse pour ne rien faire.

Les pays qui n'engageront pas de réformes, estime l'OCDE, s'exposent à un risque de faiblesse persistante de l'emploi qui, dans un second temps, jouera contre l'amélioration des niveaux de vie. Mais les bons résultats obtenus par certains pays au cours de la décennie écoulée montrent ce à quoi on peut parvenir dès lors que la volonté politique d'engager des réformes existe.

Pour tout commentaire, les journalistes sont invités à s'adresser à Raymond Torres, à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE [+33 1 45 24 91 53 ou raymond.torres@oecd.org], ou à Sveinbjorn Blondal, au Département des affaires économiques de l'OCDE [+ 33 1 45 24 87 17 ou sveinbjorn.blondal@oecd.org].

Stimuler l'emploi et les revenus est disponible en ligne à www.oecd.org/els/perspectivesemploi/PEM2006. Les *Perspectives de l'emploi 2006* sont disponibles pour les journalistes auprès de la Division des relations avec les médias (tel. + 33 1 45 24 97 00 ou news.contact@oecd.org) ou accessible à partir du site protégé des journalistes. Le rapport est en vente en format papier ou en format électronique via la Librairie en ligne de l'OCDE. Les abonnés et les lecteurs des institutions abonnées peuvent consulter l'étude via SourceOCDE.

 « Perspectives de l'emploi 2006 – Stimuler l'emploi et les revenus »
 Date de publication : 13 juin 2006 – ISBN 92-64-023860
 € 80; \$ 100; \$ 55; ¥ 11 100

Graphique A. Part des personnes d'âge actif qui sont au chômage ou inactive, 2005^a

a) Taux de non-emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans ; les données portent sur 2005 sauf pour l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède pour lesquels les données portent sur 2004.

Source : Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active.

Taux de non-emploi (%)	
Islande	15.6285
Suisse	22.81493
Danemark	24.50359
Norvège	24.80599
Nouvelle-Zélande	25.3797
Suède	26.54915
Royaume-Uni	27.38926
Canada	27.50987
Pays-Bas	28.00694
Australie	28
États-Unis	28.46912
Japon	30.71741
Finlande	32.02745
Autriche	32.24001
Portugal	32.53686
Irlande	32.85843
Allemagne	34.51935
OCDE	34.54896
République tchèq	35.21766
Espagne	35.7384
Corée	36.31504
Luxembourg	36.38421
France	37.69341
Belgique	39.03244
Grèce	39.69732
Mexique	40.39744
République slova	42.28344
Italie	42.51928
Hongrie	43.08123
Pologne	47.04604
Turquie	54.06907